

La Rue n° 33
2^e trimestre 1983
Numéro spécial Marx

Le guesdisme contre la C.G.T.

**L'échec du modèle syndical social-démocrate
en France, des origines à 1914**

Alain SAUVAGE

**LA RECONSTITUTION DU MOUVEMENT SOCIALISTE
APRÈS LA COMMUNE**

L'échec de la Commune de Paris avait décimé le mouvement socialiste en France ; il avait peuplé les bagnes et forcé de nombreux militants à l'exil. La république radicale pouvait s'installer dans la paix sociale et espérer être débarrassée de toute contestation révolutionnaire pendant de longues années. De fait, il faudra attendre vingt ans pour que le mouvement social relève la tête. Mais dans les années qui suivent la Commune, la question qui agite tous ceux qui cherchent à organiser l'Internationale des travailleurs, c'est le résultat de la lutte interne que se livrent les partisans de Marx et ceux de Bakounine.

La question française préoccupera toujours Marx, et il y connaîtra son plus cuisant échec. Dans sa grande majorité, le mouvement socialiste français suit les thèses de Bakounine pour une organisation fédéraliste et décentralisée de l'Internationale. Tous ceux qui joueront un rôle important dans les différents partis socialistes qui se constitueront plus tard se font remarquer à cette occasion. Brousse et Blanqui quitteront le congrès de La Haye qui consacre l'élimination de Bakounine. Jules Guesde lui-même collabore alors au journal de James Guillaume en Suisse où il défend les

thèses fédéralistes, estimant que l'efficacité condamne le centralisme dans les organisations ouvrières.

Mais la pensée de Guesde va évoluer rapidement, et c'est sur lui que reposera la tâche de reconstruire un parti socialiste s'inspirant des idées de Marx. A partir de 1878, les deux hommes commencent un échange de courrier et il apparaît de plus en plus clairement que Marx mise sur Guesde pour appliquer ses conceptions dans le mouvement ouvrier français. Malgré les réserves qu'il pouvait émettre sur lui et sur certaines de ses conceptions économiques, il savait qu'il n'avait pas le choix. Guesde n'a en effet évolué que lentement vers le marxisme ; sa connaissance des écrits de Marx et même très incomplète au moment où il entreprend de créer un parti socialiste. C'est pourtant lui qui incarnera le marxisme en France jusqu'en 1914!

La tentative de Guesde d'unifier les différentes tendances socialistes sera un échec total. S'il parvient en 1879, au congrès ouvrier de Marseille, à faire adopter ses vues pour un socialisme collectiviste, c'est surtout le résultat d'une radicalisation de la classe ouvrière qui ne doit pas plus au guesdisme qu'aux autres tendances du socialisme. De fait, dès septembre 1882, le regroupement éclate. Dès lors, on ne comptera pas moins de quatre tendances d'influence sensiblement égale. Les querelles de personnes ne sont sans doute pas étrangères à cette situation, à tel point que chaque nouvelle tendance socialiste qui se crée prend le nom de son dirigeant. Broussistes, blanquistes, allemanistes et guesdistes vont s'affronter durement pour affirmer leur suprématie au sein du mouvement socialiste. La question ne pourra pas se résoudre autrement que par l'élimination de certaines tendances au profit des autres. Et c'est la bataille engagée pour le contrôle du mouvement syndical naissant qui va permettre de trancher.

LA CRÉATION DE LA C.G.T. ET L'ÉLIMINATION DES GUESDISTES

Sur la question syndicale, Guesde est en parfait accord avec Marx pour considérer que les syndicats ne sont qu'un terrain de manœuvre pour le parti. La priorité accordée à l'action politique et parlementaire, toute l'action du parti tendant vers la prise du pouvoir politique pour imposer le socialisme par la dictature du prolétariat, toutes ces thèses conduisent inévitablement à négliger le terrain de l'action corporative. Le syndicat doit être placé sous la direction du parti, un point c'est tout. Il est donc logique que ce genre de conceptions heurte de front les militants ouvriers qui travaillent à construire une organisation de travailleurs puissante.

Les autres fractions du mouvement socialiste ont choisi une voie toute différente. Les blanquistes proclament l'indépendance du syndicat vis-à-vis des partis politiques, tandis que les allemanistes pensent à subordonner l'action du parti à celle du syndicat ! Quant aux broussistes, ils s'orientent de plus en plus vers un opportunisme qui les conduit à édulcorer leurs programmes électoraux pour récolter plus de voix et cherchent à faire du syndicat un simple outil de défense corporative ne remettant pas en cause l'ordre social. Leur refus des thèses guesdistes de subordination du syndicat au parti procède plus de leur volonté réformatrice que d'une sincère adhésion à la thèse de l'indépendance syndicale.

Les guesdistes avaient créé la première organisation syndicale, la F.N.S. (Fédération nationale des syndicats) en 1886 et ils la contrôlèrent pendant quelques années conformément à leurs vues sur la question, les congrès de la F.N.S. ayant toujours lieu dans la même ville et en même temps que les congrès du P.O.F. (Parti ouvrier français). Comme on le voit, les guesdistes ne cherchaient nullement à dissimuler leurs conceptions. Un contrôle aussi étroit des activités de la F.N.S. devait pourtant se révéler inefficace.

La première alerte aura lieu au congrès de Marseille de 1892 où Aristide Briand fait adopter la grève générale comme moyen d'action révolutionnaire des syndicats pour abattre le capitalisme. Le parti condamnera aussitôt cette orientation mais il est déjà trop tard. La F.N.S. tend à s'affranchir de la tutelle guesdiste et elle ne va pas tarder à le montrer avec éclat. La même année est créée une organisation rivale, la Fédération des bourses du travail. Cette naissance est la conséquence logique de l'incontestable développement des bourses, mais Pelloutier reconnaîtra lui-même qu'elle devait beaucoup à la volonté commune du P.O.S.R. (Parti ouvrier socialiste révolutionnaire) de Jean Allemane et du C.R.C. (Comité révolutionnaire central) blanquiste d'éliminer le guesdisme des unions corporatives.

Lorsque la Fédération des bourses, où les allemanistes forment la majorité, propose à la F.N.S. de réaliser la fusion des deux organisations, il est bien difficile à celle-ci de refuser toute discussion. Se sentant en mauvaise posture, les dirigeants guesdistes tentent de temporiser. Un congrès unitaire prévu en 1893 ne pourra pas avoir lieu, mais la Fédération des bourses décide alors de convoquer son prochain congrès au même endroit et à la même date que celui de la F.N.S. Dès lors, il n'est plus possible de reculer, d'autant plus que l'organisateur du congrès commun n'est autre qu'un guesdiste, Désiré Colombe, secrétaire de la bourse du travail de Nantes, qui

ne se privera d'ailleurs pas pour dénoncer les pressions que Guesde et ses amis tenteront d'exercer sur lui pour qu'il refuse d'organiser ce congrès unitaire. Trahis par la plupart de leurs militants présents dans les syndicats, les guesdistes n'avaient plus qu'à s'incliner.

Le congrès de Nantes ne réalisera pas l'unité. Certes, l'année suivante, en 1895, la C.G.T. est créée au congrès de Limoges, mais la véritable unité ne sera pas réalisée puisque la Fédération des bourses, sous l'impulsion de Pelloutier, restera indépendante. Mais le congrès de Nantes a au moins atteint l'objectif que s'étaient fixé ses promoteurs, à savoir l'élimination des guesdistes. Par 65 voix contre 37 et 9 abstentions, le congrès adopte une motion favorable à la grève générale. Les guesdistes quittent le congrès. Ils viennent de signer l'arrêt de mort de leur organisation syndicale. Ils tenteront bien d'organiser à Troyes un congrès rival de celui de Limoges, mais la F.N.S. disparaîtra rapidement. Les guesdistes devront désormais se contenter d'être minoritaires au sein de la C.G.T.

Mais la situation ne va pas en rester là. En effet, si Pelloutier mettra tant d'ardeur à empêcher la Fédération des bourses de se fondre dans la C.G.T. il a pour cela de solides raisons. D'abord, il est sceptique sur l'efficacité de cette nouvelle organisation qui a bien du mal à mettre en place ses structures alors que les bourses sont des organismes simples et qui fonctionnent à merveille depuis plusieurs années. Ensuite, il ne se satisfait pas de l'élimination des guesdistes parce que la C.G.T. est maintenant dominée par des éléments politiques réformistes. Il fallait donc d'abord développer suffisamment les bourses sur une base révolutionnaire pour que le rapport de forces lui soit favorable.

Ce calcul se révélera partiellement erroné. La C.G.T. se développera en fait plus vite que les bourses, et elle va en même temps glisser rapidement vers une orientation révolutionnaire. Il y a à cela deux raisons majeures : d'une part l'entrée massive des anarchistes dans les syndicats va leur insuffler l'élan qui leur manquait ; d'autre part, les blanquistes et les allemanistes qui constituaient la majorité de la C.G.T., vont être entraînés, à partir de leurs thèses sur l'indépendance du syndicalisme, sur un terrain nouveau. Peu à peu, les partis de Blanqui et d'Allemane disparaissent de la scène politique. Investis totalement dans la construction de la C.G.T., leurs militants finissent par ne plus croire aux vertus de l'action politique. Le syndicalisme révolutionnaire est né !

LA MONTÉE DU SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE EN FRANCE

Les ambitions de Pelloutier, en éliminant les guesdistes de la C.G.T., étaient de poursuivre plus loin, sur le plan international, l'avantage conquis à Nantes et à Limoges sur les partisans de l'action politique et parlementaire. Justement, en 1896, allait se tenir à Londres un congrès ouvrier international. En 1893, le précédent congrès du genre avait voté une motion qui visait à exclure les anarchistes des congrès ouvriers, en n'y acceptant que ceux qui acceptent la nécessité de l'action politique. L'enjeu du congrès de Londres allait être de savoir qui l'emporterait des partisans du socialisme autoritaire ou des tenants d'une nouvelle forme de l'action ouvrière. Une sorte de réédition de la bataille qui opposa Marx et Bakounine dans la Première Internationale...

La réussite du «coup de Londres» prouve que les anarchistes avaient investi en grand nombre les chambres syndicales ; les appels de Pelloutier, Pouget et tant d'autres avaient été entendus. Les partisans de la participation des anarchistes au congrès, c'est-à-dire en fait les partisans d'un syndicalisme indépendant des partis politiques, l'emportèrent d'une courte tête au sein de la délégation française. Au terme de débats passionnés, les anarchistes furent finalement admis à participer au congrès, pourvu qu'ils y assistent en tant que délégués de chambres syndicales et non en tant que délégués d'un groupe anarchiste. Ce fut la première reconnaissance officielle de l'existence du courant anarcho-syndicaliste. La tentative des syndicalistes français de combattre sur le plan international l'influence des marxistes dans le mouvement ouvrier ne fut pas vraiment couronnée de succès. Mais l'existence d'une autre réalité a été hautement affirmée, et surtout les guesdistes se sont discrédités un peu plus auprès des syndicalistes français par leur attitude intolérante. Cette fois les ponts sont bien coupés.

Paradoxalement, cet échec retentissant des guesdistes sur le terrain syndical va leur laisser le champ libre sur le terrain politique, puisqu'ils se trouvent débarrassés de la concurrence politique des blanquistes et des allemanistes. Guesde peut enfin apparaître comme le principal leader socialiste français. Il pourra commencer à compter ses députés, de plus en plus nombreux, mais il devra faire le deuil de toute influence sérieuse dans la classe ouvrière. L'unification de toutes les tendances socialistes dans un nouveau parti, la S.F.I.O., finira par se réaliser en 1902.

La victoire des syndicalistes-révolutionnaires s'affirme d'année en année comme plus éclatante. En 1899, le secrétaire général de la C.G.T., Lagailse, est écarté à la suite de l'échec d'une grève générale dont on le rend

responsable (il était soupçonné de renseigner la police !). Son successeur, Copigncaux, ne marque pas d'évolution notable, mais déjà on sent que les réformistes sont obligés de tenir compte de la présence de plus en plus importante des anarchistes. Lorsqu'en 1901. la C.G.T. nomme Victor Griffuelhes, l'ancien blanquiste, secrétaire général, assisté de l'anarchiste Emile Pouget, les réformistes n'y sont plus qu'une minorité. Une ère nouvelle s'ouvre pour le syndicalisme, une période pendant laquelle les rapports entre syndicalistes et guesdistes ne vont naturellement pas s'améliorer.

Il convient avant tout de bien discerner les guesdistes des réformistes. La tendance réformiste de la C.G.T. reste partisane de l'indépendance du syndicalisme. Les guesdistes ne comptent plus guère de militants à la C.G.T.. Le plus connu d'entre eux est Renard, secrétaire de la Fédération du textile. Bien que sa tactique ait été en permanence de s'allier aux réformistes écartés de la direction de la C.G.T., il s'est très souvent retrouvé isolé sur ses thèses. Le vote de la charte d'Amiens qui consacre avec netteté l'indépendance totale du syndicalisme le montre bien : 834 voix contre 8 et 1 abstention ! Auparavant, une motion demandant que la C.G.T. engage une action concertée avec le Parti socialiste pour faire aboutir les réformes ouvrières n'avait recueilli que 34 voix. Voilà où en est l'influence du guesdisme dans les syndicats !

Les réformistes sont ceux qui ont contribué à écarter les guesdistes et qui ont présidé aux premiers pas de la toute jeune C.G.T. Influencés par le broussisme tout autant que par le positivisme d'Auguste Comte, ces militants sont partisans d'un syndicalisme avançant à petits pas par l'obtention de réformes sociales. Mais au contraire des guesdistes, ils n'attendent pas l'obtention de ces réformes de l'intervention des délégués ouvriers à la Chambre. Éliminés de la direction de la C.G.T., ils vont tout tenter, pour y revenir, y compris en s'alliant avec le diable, c'est-à-dire avec les guesdistes.

LES DERNIÈRES TENTATIVES GUESDISTES

L'angle d'attaque des réformistes consiste à s'attaquer au mode de fonctionnement de la C.G.T. Depuis qu'ils en ont perdu la direction, ils réclament l'instauration du vote à la proportionnelle dans les congrès, estimant que la règle un syndicat = une voix permet seule aux révolutionnaires d'être majoritaires. Une étude précise de la réalité de la représentativité des diverses tendances prouve qu'il n'en est rien. Les réformistes auraient parfaitement pu obtenir gain de cause sur les réformes

qu'ils demandaient, ils n'en auraient pas pour autant pris la direction de la confédération. Mais les guesdistes ne se priveront pas pour mener grand tapage autour de ce qui allait devenir un véritable mythe : la non-représentativité des tendances révolutionnaires. Ils trouveront naturellement un écho particulièrement favorable dans les milieux gouvernementaux qui n'auraient pas été fâchés d'être débarrassés de ce syndicat particulièrement remuant qui agitait sans cesse la menace de la grève générale. Le ministère de l'Intérieur tenta même d'obliger les bourses du travail à pratiquer dans leurs congrès le vote à la proportionnelle par l'intermédiaire d'un décret. Mais devant la levée de boucliers que provoqua cette ingérence inadmissible du gouvernement dans les affaires internes des syndicats, le pouvoir recula. Les réformistes eux-mêmes ne souhaitaient pas devoir une telle victoire à une intervention gouvernementale, sachant trop que cela ne pourrait manquer de se retourner contre eux. Il n'est pas besoin de chercher bien loin la main qui guida un tel projet : le socialiste Millerand et le renégat Briand traînaient déjà dans les ministères bourgeois...

La crise interne qui va secouer la C.G.T. en 1909 n'est pas non plus exempte d'ingérences politiciennes. Griffuelhes, sortant de prison, est accusé de malversations financières dans l'affaire de l'achat de la maison des Fédérations. Il est certain que Griffuelhes n'était pas un comptable méticuleux et qu'il n'avait pas jugé nécessaire de conserver toutes les pièces justificatives des dépenses effectuées. Mais son honnêteté ne faisait de doute pour personne, et d'ailleurs le congrès suivant de la C.G.T. le lavera de tout soupçon. Toujours est-il que, piqué au vif, Griffuelhes démissionne. Fort curieusement, l'affaire avait été lancée à la faveur de la détention des principaux dirigeants de la C.G.T., par des réformistes qui n'avaient pas été inquiétés par la police. La provocation policière a joué à deux niveaux : d'une part la machination de Draveil - Vieneux en millet 1908 qui conduisit à l'inculpation des responsables révolutionnaires de la C.G.T. : d'autre part les accusations lancées contre Griffuelhes par un homme essentiellement qui se révélera plus tard être un agent d'Aristide Briand devenu ministre en 1906, Latapie, secrétaire de la Fédération des métallurgistes.

Par chance, les militants purent voir clair assez rapidement dans cette tentative de déstabilisation de la C.G.T. menée de l'extérieur. Mais le mal était fait : Griffuelhes démissionnaire fut remplacé par un inconnu, Niel, qui ne dut son élection qu'à l'empressement des réformistes et des guesdistes à tout faire pour empêcher l'élection du candidat des anarchistes, Nicolet, Niel n'était pas franchement réformiste et encore moins guesdiste, mais il souhaitait rééquilibrer la confédération autour de thèses sensiblement plus

modérées. Les anarchistes ne lui pardonnèrent pas en tout cas le soutien que lui avaient apporté les ennemis les plus acharnés de la C.G.T. et ils lui menèrent la vie rude au point de le contraindre à son tour à démissionner. Il sera alors remplacé par un autre inconnu, Léon Jouhaux, dont le passé de militant du groupe anarchiste d'Aubervilliers semblait être la garantie du maintien de la ligne révolutionnaire de la C.G.T. De fait, on peut estimer que l'élection de Jouhaux permet de maintenir le cap jusqu'au déclenchement de la guerre en 1914. C'est alors que Jouhaux prendra une toute autre orientation.

Les guesdistes ne parviendront pas à supporter ce nouvel échec. Ils vont se lancer dans une campagne de dénigrement de plus en plus dure. Le 2 décembre 1911, deux députés S.F.I.O. attaquent la C.G.T. en pleine Chambre des députés. Ghesquière et Compère-Morel font l'apologie du syndicalisme allemand d'inspiration social-démocrate et dénoncent les méthodes d'action directe de la C.G.T., estimant que le rôle d'un syndicat est de rechercher la transaction par tous les moyens et surtout d'éviter la grève ! Ils recueillirent naturellement bon nombre d'applaudissements sur les bancs de la droite... Jaurès, d'esprit plus souple que Guesde, tente en vain d'expliquer que telle n'est pas la conception de l'ensemble du parti. Trois mois plus tard, le congrès de la S.F.I.O. adopte, par 87 % des voix, une motion déposée par les mêmes députés dénonçant tout aussi vivement les méthodes de la C.G.T. et déclarant que la tâche la plus urgente était d'en extirper «le chiendent anarchiste». Le fameux discours à la Chambre fut même édité en brochure que les militants socialistes distribuaient de préférence aux ouvriers syndiqués !

Enfin les guesdistes useront de toute leur influence dans le mouvement ouvrier international pour tenter d'isoler la C.G.T. Il est vrai que la grande majorité des organisations affiliées à l'Internationale syndicale fonctionnent sur le modèle social-démocrate allemand : au syndicat les problèmes corporatifs, au parti tout le reste ! Jamais la C.G.T. ne parviendra à faire accepter que la lutte contre les menaces de guerre soit mise à l'ordre du jour des conférences internationales. Le secrétaire de l'Internationale, l'Allemand Legien, répondait invariablement : Entendez-vous d'abord avec les socialistes français, après nous verrons. On ne peut imaginer invitation plus polie à adopter un modèle syndical. A l'échec national du guesdisme correspond un échec international certain du syndicalisme-révolutionnaire. Son isolement ne sera que plus patent à mesure que se préciseront les menaces de déclenchement de la Première Guerre mondiale qui va provoquer des changements décisifs dans l'orientation de la C.G.T.

UN ÉCHEC HISTORIQUE

Il n'est donc pas exagéré de dire que le guesdisme a complètement échoué dans sa tentative de se subordonner les organisations syndicales. Même lorsque des actions communes seront entreprises à partir de 1913 pour tenter de conjurer le danger, chacun gardera ses distances. Quand Guesde et Jouhaux se rallieront, chacun de leur côté, à l'axe politique de défense nationale, leurs relations, devenues plus étroites, n'en seront pas pour autant exemptes de toute ambiguïté. Jouhaux est devenu réformiste, mais il n'accepte toujours pas la conception d'alignement du syndicalisme sur les partis politiques qui est celle de Guesde et de toute la S.F.I.O. En d'autres termes, Jouhaux entend rester fidèle à la charte d'Amiens.

Mais l'histoire des relations syndicat-parti va bientôt rebondir, avec l'apport des théories léninistes qui vont se répandre en Europe à la faveur de la révolution russe. Dans le domaine syndical, les thèses bolcheviques ne diffèrent guère des thèses guesdistes. Pourtant elles connaîtront un sort différent. Les bolcheviques parviendront à imposer leurs conceptions à une bonne moitié du mouvement ouvrier, mais il s'y prendront d'une tout autre manière. Au lieu de heurter de front les traditions d'indépendance du mouvement ouvrier français, ils s'en serviront pour mener la bataille contre Jouhaux qui aboutira à la scission de 1921 et à la création de la C.G.T.U. qui s'alignera bientôt sur le Parti communiste, un peu comme Guesde avait rêver d'inféoder la C.G.T.